

Session Plénière du 26 Juin 2025

RAPPORT N° 25.03.03 – Décision modificative n°1 pour 2025.

Intervention de Michel CHASSIER

Monsieur le Président, chers collègues,

Je suis un peu étonné par la teneur de certaines réponses de la majorité à nos observations sur le compte administratif, réponses trop souvent sans rapport avec le sujet, peut-être destinées aux lycéens qui suivent cette séance, mais du coup vous leur donnez une vision plutôt caricaturale de la politique. Essayez tout de même d'être sérieux - et sérieuses pour être inclusif ! - le temps d'un débat, et de ne pas donner le même spectacle que vos amis à l'Assemblée nationale !

Autre précision au sujet de la réponse de Marc Gricourt, quand il dit que « les oppositions » ont souvent demandé davantage d'investissements en ayant recours à l'emprunt, ce ne sont pas toutes oppositions, nous n'avons jamais tenu ce genre propos, merci de nous en donner acte.

Enfin sur mes analyses budgétaires, vous évoquez les évolutions, voire les révolutions depuis 1998 dans le périmètre de la compétence des Régions, mais précisément ce qui est remarquable c'est la stabilité des tendances de long terme, et le fait que ces nouvelles compétences renforcent tendanciellement le poids du fonctionnement et la rigidité des dépenses. C'est dommage que je ne puisse projeter ces graphiques.

Revenons donc à la DM1, également qualifiée de « budget supplémentaire » car elle enregistre en recette l'excédent reporté de l'exercice précédent soit un peu plus de 8 M€, avec cette année une particularité en raison du contexte exceptionnel de la construction du budget 2025 alors que la loi de finances n'était pas encore votée.

C'est pourquoi nous enregistrons quelques recettes complémentaires, comme quoi la censure n'a pas eu que des effets négatifs.

La principale évolution résulte d'un réajustement de la recette de TVA à hauteur de 25,7M€.

A noter également un réajustement en notre faveur sur l'achat de 14 rames Régio2N d'un montant de 4,7 M€, ce qui n'est pas négligeable, mais traduit la complexité de ces opérations, pour ne pas dire leur opacité, à tel point que je pourrais prêter à Philippe Fournié mon casque de spéléologue pour en explorer tous les méandres !

Mais globalement cette amélioration reste fragile, car il n'existe aucune certitude pour l'avenir.

En effet la prévision de croissance inscrite dans la loi de finances a été revue à la baisse aussi bien par l'INSEE que par la Banque de France, nous sommes désormais à 0,6%. Je l'ai déjà dit c'est insuffisant pour faire bouillir la marmite, il faut traduire c'est insuffisant pour créer de l'emploi et bien sûr pour inverser la courbe de l'endettement.

Il serait donc prudent de ne pas trop anticiper sur cette évolution des recettes, qui pourrait être partiellement remise en cause, nous avons vu ce que valent les prévisions budgétaires, Jean-Patrick Gilles l'a rappelé, et là, c'est moi qui l'ajoute, dans un pays dirigé par le « *Mozart de finances* » qui se révèle plutôt un joueur de pipeau.

Vous dites utiliser ces recettes attendues sont prioritairement fléchées sur l'amélioration de l'épargne brute.

Or nous constatons que, hors DILICO, les dépenses nouvelles de fonctionnement représentent un peu plus de 4 M€, donc la moitié seulement de l'excédent reporté, avec un certain nombre d'ajustements, je ne rentrerai pas dans les détails, pour répondre aux besoins de consommation dans plusieurs dispositifs, mais là encore, c'est au coup par coup, parfois pour compenser des subventions qui avaient pu être diminuée au BP, parfois pour un coup de pouce sur certaines aides, mais 4 M€ sur un budget de 1,7 milliards € cela ne change pas la donne.

En fait, si vous avez besoin de reconstituer un peu d'épargne brute, c'est surtout pour financer le nouveau bâtiment que la Région souhaite acquérir parce que l'opportunité se présente, pour 20,6 M€.

Cela explique aussi pourquoi, contrairement aux années précédentes, la DM1 ne réduit que très peu le volume de l'emprunt, qui reste inscrit à un niveau historiquement élevé compte tenu du fait que nous arrivons au terme du portage de l'achat des matériels ferroviaires.

Cette situation résulte de la faiblesse de l'épargne nette, insuffisante pour assurer une part raisonnable de l'autofinancement.

Les perspectives sont toujours aussi inquiétantes au niveau national, avec les conséquences que nous pouvons craindre pour les Régions et les autres collectivités, vous en êtes conscients, mais confrontés à une telle situation, il serait temps que la Région réagisse et procède à une révision de ses politiques d'intervention.

Mais il est clair que pour changer de politique, il faudra certainement changer de majorité. La fin de mandature risque d'être longue dans un tel contexte, avec un exécutif contraint de naviguer à vue et un équipage dont une partie risque de se mutiner si vous décidiez un changement de cap.

La DM1 demeure dans la parfaite continuité du Budget Primitif, que nous n'avions pas approuvé, nous ne la voterons pas non plus.